

ASSOCIATION FRANCE PALESTINE SOLIDARITÉ NORD PAS-DE-CALAIS - Bulletin n°22 - Février 2006

AFPS 59-62 Maison de la Nature et de l'Environnement - 23, rue Gosselet - 59000 - LILLE

Tél. : 03 20 22 90 97 Site : <http://www.nord-palestine.org> Bulletin : jpc@nord-palestine.org

Dernière mise à jour le 30 janvier 2006

ÉDITO

Et maintenant, si on parlait vrai !

Par Nabil ElHaggar

Si les Palestiniens s'attendaient à une inévitable percée du Hamas aux élections législatives, ils croyaient tout de même que la majorité de leurs élus, allait être issue du *Mouvement national palestinien*. C'est ce dernier qui a mené, sans succès, la lutte pour la libération de la Palestine durant des décennies, parvenant tout de même à inscrire la reconnaissance des droits du peuple palestinien sur l'agenda des puissants de ce monde. C'est encore lui qui, en tant que représentant des Palestiniens, tant sous occupation que dans les camps et dans la diaspora, a offert, dès 1988, lors du Congrès National Palestinien réuni à Alger, la reconnaissance de l'état d'Israël. Vaincus, les Palestiniens n'ont d'autre choix que celui d'admettre leur défaite. Ils finissent par croire que seul "*le compromis historique*" qui consiste à proposer reconnaissance, paix et légitimité à Israël en échange d'une partie de la terre palestinienne, la Cisjordanie et la bande de Gaza, pourrait leur permettre de se construire un état indépendant et recouvrer une partie de leurs droits nationaux. Rappelons que ce compromis s'inscrit totalement dans le respect du droit international et qu'Israël, même vainqueur, a pour obligation de le respecter et cela depuis 1948.

La fin du temps de la proposition

Depuis les accords d'Oslo, les Palestiniens, devenus fréquentables, sont admis à la table des négociations. Dès lors, le défi qui leur est posé, c'est celui de bien fixer la limite à ne pas franchir pour que le *processus d'acceptation* et de *concession* ne se transforme pas en *processus de disparition politique*. Pourtant, dans l'espoir d'obtenir le départ de l'armée d'occupation et l'acceptation par Israël des résolutions de l'ONU, la direction palestinienne n'a cessé de faire des concessions. De son côté, qu'a proposé Israël aux victimes palestiniennes en échange du *compromis historique*? Leur a-t-il reconnu le statut de victimes? Leur a-t-il, depuis 1948, adressé, une seule fois, un mot de compassion? Quels droits leur a-t-il reconnu ?

Le triple échec

Rappelons que l'Autorité Palestinienne, installée dans les territoires occupés, depuis les accords d'Oslo de 1993, est dépourvue de toute souveraineté et que son seul pouvoir réel est celui de gérer la manne financière que lui procure généreusement l'Occident. D'ailleurs, c'est ainsi qu'elle a eu tout le temps de faire preuve de ses talents dans la corruption et le clientélisme en tout genre. Une Autorité, dominée par une culture politique archaïque, dépassée par sa propre politique, incapable de donner le moindre argument justifiant sa totale soumission aux vainqueurs, ne peut que perdre des élections démocratiques. Quant au Hamas, un mouvement politico-militaire islamiste, doté d'un projet basé sur un Islam politique radical pour la société palestinienne, il a beaucoup d'arguments pour gagner ces mêmes élections.

L'arrivée du Hamas au *mini pouvoir* palestinien constitue moins une menace réelle pour Israël que le constat d'échec de la société palestinienne elle-même. C'est l'échec de tous les démocrates palestiniens qui, malgré l'occupation, l'humiliation et la misère, croyaient en une

formidable résilience culturelle et oeuvraient pour la construction d'un projet de société ouverte et moderne. C'est aussi l'échec de l'Occident qui ne cesse d'exceller dans sa politique de "*Deux poids, Deux mesures*", et son absence de volonté d'imposer la paix, une paix d'ailleurs réduite à un processus qui devient une finalité en soi. Enfin c'est l'échec du camp de la paix en Israël qui n'a pas su répondre à l'appel des Palestiniens, lesquels étaient, contre vents et marées, prêts à signer le compromis historique avec lui.

Enfin, cela annonce de longues années d'occupation et de terreur: Israël et ses alliés américains n'auront plus à justifier l'occupation et la colonisation des territoires palestiniens ni la non application du droit international par Israël. De plus, ils prétexteront que l'arrivée du Hamas à la tête de l'Autorité Palestinienne, impose, avant toute autre chose, qu'il reconnaisse l'existence d'Israël. Cela rappellera aux Palestiniens le temps où ils étaient infréquentables, cela leur confirmera qu'en plus de cette reconnaissance, il leur faudra faire chaque jour preuve de bonne foi. Il sera désormais bien plus facile de croire ou de laisser croire que l'avenir des Palestiniens ne dépend que d'eux, ce qui, loin d'être vrai, constituerait une injustice de plus que le monde leur infligerait.

La responsabilité des vainqueurs ne se limite pas à constater les faits, ils doivent avant tout être responsables des conséquences de leur propres victoires : celle déjà énorme et ancienne d'Israël, et celle, petite et récente, du Hamas.

C'est pourquoi, la balle est aussi et surtout dans le camp d'Israël et celui des puissants de ce monde.

29 janvier 2006

COTISATION AFPS NORD PAS-DE-CALAIS

- **Cotisation normale avec l'abonnement au journal « Pour la Palestine » : 65 €** (sans abonnement : 54€)
 - Tarif réduit (pour ressources modestes et parrains) : 27 € Avec l'abonnement au journal : 38 €
 - Cotisation "précaire" 10 € - Cotisation de Soutien : 80 € ou plus
5 € d'abonnement à *Palestine Solidarité* sont inclus dans le prix de chaque cotisation
 - Je soutiens les activités de l'AFPS et lui adresse un don de €
- Chèque à l'ordre de l'AFPS Nord Pas-de-Calais à renvoyer au siège de l'AFPS (voir en tête du bulletin)

APRÈS LES ÉLECTIONS

Quelques réactions à la victoire électorale du Hamas, en commençant par les résultats officiels. Une réaction venant d'Israël (le Bloc de la Paix- Gush Shalom), Les réactions plus officielles comme celle du gouvernement français sont dans vos quotidiens, et si vous ne les trouvez pas vous aurez au moins celle de Bush (elle a servi de modèle). Vous trouverez aussi d'autres textes sur le site www.nord-palestine.org

L'emprisonnement de nombreux cadres politiques palestiniens, le refus d'Israël de négocier avec l'autorité palestinienne ("qui n'était pas un interlocuteur"), la politique américaine qui a laissé faire Israël et la lâcheté européenne et ses petits calculs d'intérêt ont pesé dans ces élections, sans rien retirer de l'estime que les Palestiniens ont véritablement pour Hamas.

Dans le climat de désinformation qui entoure la Palestine, notre tâche sera encore plus difficile, n'en doutons pas. Raison de plus pour rester mobilisés... ou pour le devenir ! Marc L.

Résultats officiels (vendredi, 27 janvier 2006)

La commission électorale a communiqué les résultats définitifs suivants pour les élections législatives du 25 juin 2006 : Taux de participation : 77 %

Sur un total de 132 sièges :	Hamas	76 sièges	57,5 %
	Fatah	43 sièges	32,5 %
	FPLP	3 sièges	
	Al Badil	2 sièges	
	3 ^{ème} voie	2 sièges	
	Palestine indépendante	2 sièges	
	Indépendants	4 sièges	

"Ou la dégradation et plus de carnages, ou l'ouverture vers une paix véritable"

communiqué de presse - Gush Shalom publié le jeudi 26 janvier 2006.

- Nous devons discuter avec le Hamas, ce sont aussi nos partenaires ;
- le choix essentiel : dégradation et plus encore de carnages ou ouverture vers une paix véritable dans laquelle le Hamas sera partie prenante ;
- le choix dépend des deux parties : du Hamas et du gouvernement israélien.

Le gouvernement d'Israël a eu des dizaines et même des centaines de possibilités pour négocier avec le Fatah et Abu Mazen, et il les a continuellement évitées. Ce n'est plus la peine de crier quand le lait déborde.

Le peuple palestinien a réussi à tenir de façon équitable des élections démocratiques sous contrôle international, malgré des conditions de vie difficiles sous un régime d'occupation et d'oppression, et alors que les incursions de l'armée israélienne se sont poursuivies jusqu'au jour du vote lui-même.

Le Parlement élu à partir de ces élections et le cabinet qui aura la confiance de ce Parlement seront les représentants des Palestiniens de Cisjordanie, de la Bande de Gaza et de Jérusalem-Est - autorisés à les représenter dans toutes les négociations ; tout comme la Knesset et le gouvernement d'Israël représentent le peuple israélien.

La victoire du Hamas porte à la fois un grand risque et une chance énorme pour les deux peuples. D'un côté, il y a maintenant le danger d'une rupture de tout contact et de toute relation

Adam Keller - Uri Avnery - Gush Shalom 26 janvier 2006 - Diffusé par otherisr@actcom.co.il Traduction : JPP

L'abondance des textes et les limites de ce bulletin m'obligent à renoncer à certains documents importants pour réserver une place à la préparation de l'AG - AFPS 59-62 (pages 9 à 12 réservés aux non adhérents) JPC

Réactions palestiniennes à la victoire électorale du Hamas.

Réactions de Gaza et de Naplouse, essentiellement de Palestiniens qui n'ont pas fait le choix du Hamas et qui s'interrogent sur leur société tout en lui faisant confiance.

Au-delà des explications sur les responsabilités extérieures qui ont fait la victoire du Hamas, le questionnement porte sur les raisons internes à la société palestinienne.

Pour terminer, un communiqué de l'Union Juive Française pour la Paix.

Les forces nationales et démocratiques sous le choc

Ziad Medoukh

Les élections législatives en Palestine qui se sont déroulées mercredi dernier, le 25 janvier 2006, ont montré une fois de plus l'attachement de notre peuple aux principes de la démocratie malgré l'occupation israélienne, et malgré une situation économique très difficile.

Au niveau de la participation populaire à ces élections, le taux de 77,6% donne une idée sur l'importance de ce scrutin pour la population palestinienne. Et au niveau de l'organisation, les Palestiniens ont réussi à tenir des élections libres, démocratiques et bien organisées...

Mais ce sont les résultats de ces deuxièmes législatives qui ont coulé beaucoup d'encre, à la surprise totale, le mouvement islamique Hamas et ses alliés indépendants ont eu 80 sièges au conseil législatif, c'est à dire plus de 60 % des voix contre 43 siège pour le mouvement national Fatah, au pouvoir depuis 1996, sans oublier les 9 sièges pour les forces démocratiques et la gauche palestinienne

Ces résultats qui ont été une grande surprise pas seulement pour les Palestiniens, les Israéliens et la communauté internationale, mais surtout pour le Hamas qui n'attendait pas cette grande victoire.

En fait, et avant les élections législatives et selon les derniers sondages, et même selon la composition politique en Palestine, les prévisions donnent au Fatah 50 %, le Hamas 30 %, et la gauche 20 %.

On peut expliquer cette montée puissante du Hamas par trois raisons ;

- o D'abord, la poursuite de l'occupation israélienne en Palestine, l'échec du processus de paix, les provocations israéliennes permanentes contre le peuple palestinien, pour cela les islamistes ont profité de cette situation et au nom de la résistance ils ont gagné du terrain.

- o Puis la politique sociale très efficace du Hamas surtout dans les camps de réfugiés et dans les zones pauvres en Palestine en distribuant des aides alimentaires aux pauvres et aux familles en besoin.

- o Enfin la division du mouvement Fatah liée au choix des candidats aux élections et le recul de la gauche palestinienne, sans oublier les problèmes liés à la corruption au sein de l'Autorité palestinienne.

Pour ces trois raisons et à cause de l'échec du processus de paix, beaucoup de Palestiniens y compris beaucoup d'éléments de Fatah et de la gauche ont voté le Hamas pour sanctionner ces partis nationales et démocratiques car ils pensent qu'ils ont rien fait pour le peuple palestinien surtout pendant la période de la deuxième Intifada, une période de souffrance permanentes pour toute la population palestinienne.

C'est vrai que la prochaine période sera très difficile pour le peuple palestinien surtout si le mouvement Fatah refuse de participer au prochain gouvernement dirigé par le Hamas, et si les Israéliens refusent de négocier avec ce gouvernement et si la communauté

internationale ne poursuit pas ses aides et son engagement pour la Palestine.

Les forces nationales et démocratiques sont sous le choc après l'annonce de ces résultats, elles n'arrivent pas à y croire. Tout le monde ici est surpris.

Nous sommes surpris car la Palestine est connu historiquement comme un pays démocratique, un pays avec une diversité politique et religieuse : mouvement national-gauche-indépendants-communistes-musulmans-chrétiens-laïcs

Mais nous devons tous respecter les résultats de ces élections, il faut prendre en considération la volonté de notre peuple de choisir librement ses élus dans le conseil législatif.

On peut qualifier ce vote comme vote sanction, les gens qui ont voté le Hamas voulaient adresser un message à l'autorité palestinienne et aux partis politiques que nous voulons le changement. On rappelle ici quelques exemples de ce vote sanction : en Algérie lors des élections législatives en 1990; et en France lors des élections présidentielles en 2002.

Maintenant, toutes les forces nationales et démocratiques doivent se mobiliser pour faire un bilan de ces résultats, et proposer de nouveaux programmes et s'approcher de la population et de ses préoccupations quotidiennes.

Quelques soient les difficultés de la nouvelle période en Palestine et malgré les résultats surprenants de ces élections, nous sommes convaincus la Palestine restera toujours un pays démocratique, un pays qui se compose de plusieurs forces nationales et religieuses, un pays qui continue toujours sa lutte pour la liberté et pour la paix..

Le Hamas demande à la communauté internationale de respecter le choix du peuple palestinien - www.arabs48.com - 28 janvier 2006

Le président du bureau politique du mouvement Hamas, Khaled Mash'al, a demandé à la communauté internationale de respecter les choix du peuple palestinien, insistant sur le fait qu'il ne faut pas punir ce peuple parce qu'il a élu les candidats du mouvement.

Dans une conférence de presse, tenue à Damas, il a déclaré que le Hamas n'a pas été surpris par la victoire écrasante obtenue au cours des élections, car le Hamas y a travaillé depuis 1987.

Il a ajouté que certains parlent de tremblement de terre, de tsunami, mais si cela correspond à l'ampleur du changement, cela serait vrai sans signifier cependant les mauvais aspects, ce changement ayant été voulue par la volonté indépendante du peuple palestinien.

La victoire du Hamas est venue pour honorer les martyrs du Hamas et tous les martyrs du peuple palestinien, à leur tête le président Yasser Arafat, Abu Ali Mustafa, Fathi Shiqaqi et d'autres.

Il a affirmé que les priorités du Hamas se centreront sur trois points principaux, qui sont la réforme de la situation palestinienne, en essayant de la changer vers le mieux, la protection de la résistance en mobilisant les gens autour d'elle, et la mise en ordre de l'institution de la décision palestinienne, sur la base de la participation, et ce sont les conseils municipaux, le conseil législatif et l'OLP.

Il a indiqué que le Hamas va commencer les consultations avec le président Mahmoud Abbas, le Fatah et l'ensemble des forces palestiniennes

pour arriver à une formule de participation nationale pouvant assumer les responsabilités de la période.

Il a insisté sur le fait que le mouvement aura des relations avec son milieu arabe et musulman, et le milieu international, pour essayer de s'entendre sur la manière d'affronter les défis de la période, indiquant qu'il a entrepris des contacts avec plusieurs dirigeants arabes et des responsables musulmans, et il contactera les Européens pour le même but.

Il a affirmé que le Hamas portera les préoccupations et les ambitions du peuple palestinien, y compris le dossier des prisonniers, pour la porter en toute fidélité au monde entier.

Il a ajouté que le mouvement Hamas est prêt à former une armée pour la défense du peuple palestinien, disant : "Changeons nos armes... Les armes de la résistance pour former une armée comme pour tout autre État".

Concernant les Brigades du martyr Izzidine al-Qassam, il n'y aura pas de changement de fonction. La forme peut changer. Aujourd'hui, il y a des branches militaires, demain, nous pourrons nous entendre sur le plan palestinien pour former une armée palestinienne pour la résistance. Des branches militaires qui se transforment en appareils sécuritaires". "Des forces militaires palestiniennes modestes protègent leur peuple... et résistent à l'occupation, c'est cela le rôle, ...c'est cela la responsabilité.

Répondant à la question de savoir si Hamas étudiera la possibilité de modifier sa charte, de respecter les accords signés par l'Autorité palestinienne avec Israël, Mash'al a dit : "Nous ne reconnaissons pas la légalité de l'occupation,

mais nous sommes réalistes et savons que les choses se réalisent progressivement".

Il a dit : Il est de l'intérêt de tous de monter dans le train conduit par Hamas, car le train arrivera (à sa gare). Nous tendons encore la main à tous et leur disons nous avons besoin les uns des autres".

D'autre part, le président de la liste électorale de Hamas, le candidat du mouvement au poste de chef de gouvernement, Isma'il Haniyye, a rejeté les menaces américaines et occidentales, de supprimer les aides au peuple et au gouvernement palestiniens. Il a déclaré aujourd'hui à Gaza que "les aides ne peuvent représenter une épée au-dessus de la tête du peuple palestinien, elles ne peuvent être un chantage contre notre peuple, sa résistance et Hamas. Ceci est refusé, par principe".

Il a ajouté : "Au moment où nous refusons le chantage politique, nous ne demandons aucune rupture entre nous et le monde, les choix et les alternatives sont nombreux pour notre peuple."

Il a déclaré que le Hamas est tenue de conserver ses armes et la résistance à l'occupation israélienne.

Répondant aux menaces américaines et européennes, Haniye a déclaré :

"Les armes et la résistance dépendent de l'occupation. Tant qu'il y a occupation, le peuple palestinien a le droit de se défendre et de résister à l'occupation, et si l'occupation s'achève, et le peuple palestinien recouvre le droit, alors il n'y a plus de justifications pour la résistance".

Traduction : Palestine en Marche

UNION JUIVE FRANÇAISE POUR LA PAIX

COMMUNIQUÉ DE PRESSE - 27/01/2006

APRÈS L'ÉLECTION DU HAMAS, UNE SEULE SOLUTION : EN FINIR AVEC L'OCCUPATION

Depuis qu'Ariel Sharon a été hospitalisé, une véritable campagne de désinformation a commencé : Sharon serait « l'homme de la paix », sa disparition « mettrait en danger le processus de paix ». Quelle paix ? Sharon, comme ses prédécesseurs et son successeur, comme les membres de son parti Kadima ont toujours développé la colonisation : 450 000 Israéliens vivent dans les territoires conquis en 1967, chiffre en constante augmentation. Ariel Sharon comme Ehud Olmert (actuel Premier ministre par intérim) ont toujours promis d'établir « la frontière définitive d'Israël ». Cette frontière, c'est le Mur qui continue d'avancer malgré la condamnation de la Cour Internationale de La Haye, c'est l'annexion de Jérusalem-Est et de la moitié de la Cisjordanie, c'est la réduction de la Palestine à des bantoustans éclatés et non viables.

Les Palestiniens viennent de voter en masse (en donnant un bel exemple de démocratie) et ils ont donné une nette majorité parlementaire au Hamas. La

même désinformation reprend : « le processus de paix est en danger », « il n'y a plus de partenaire pour la paix ». L'UJFP dénonce cette campagne. D'abord parce que depuis toujours, les gouvernements israéliens n'ont cessé d'affirmer « qu'il n'y a pas de partenaire pour la paix ». Et ce refrain a servi à disqualifier Arafat et toute la classe politique palestinienne. Ensuite parce qu'il est mensonger de prétendre qu'il y a des négociations en cours : Sharon et son gouvernement, soutenus par Washington, ont installé une politique unilatérale vis-à-vis des Palestiniens, qui s'applique jour après jour. Il n'y a depuis des mois aucune rencontre de négociations sur la paix avec les représentants palestiniens, il n'y a que des convocations pour régler avec eux de problèmes concernant la sécurité de l'occupant.

La politique constante des différents gouvernements israéliens est une politique d'une grande brutalité mêlant la colonisation, les humiliations quotidiennes, la purification ethnique, l'annexion rampante, la

confiscation des richesses de la région et les assassinats ciblés.

Quels que soient les jugements qu'on puisse porter sur les différents partis palestiniens, le vote qui vient d'avoir lieu est avant tout un vote de protestation et de résistance : contre l'étranglement économique, contre les annexions, contre la politique du fait accompli, contre la destruction de leur société, contre l'arrogance des gouvernements israéliens qui se moquent d'eux et de leurs représentants, contre la corruption, contre l'absence d'espoir ...

Les gouvernements israélien et américain qui proclament partout « qu'on ne peut pas négocier avec le Hamas » ont tout fait autrefois pour qu'il se développe et ils font tout, par leurs crimes et leurs refus de négocier, pour renforcer cette formation.

Avant comme après les élections, la paix fondée sur l'égalité des droits et la justice passe par la fin de l'occupation, le démantèlement de toutes les colonies, la libération de tous les prisonniers, le droit au retour des réfugiés et la reconnaissance des droits du peuple palestinien.

Le remarquable succès du Hamas vient de la contradiction entre occupation militaire et démocratie. publié le dimanche 29 janvier 2006

Le Hamas est maintenant au défi de trouver les moyens de gérer la succession, et de répondre aux attentes publiques multiples venant de sa victoire et de son nouveau rôle dirigeant. On a qualifié correctement le vote palestinien de séisme politique, ou de tsunami, qui pose des défis gigantesques au corps politique palestinien, y compris les forces laïques de la gauche palestinienne.

Badil

Mais la balle est dans le camp de la communauté internationale - diplomates, gouvernements et société civile - qui devront montrer s'ils sont capables et décidés à écouter et à répondre au message des électeurs Palestiniens des territoires occupés (TPO).

Les élections du 25 janvier au Conseil Législatif Palestinien (CLP) ont été menées démocratiquement et pacifiquement, avec une participation de près de 78%. C'est un succès remarquable, si on tient compte de la contradiction inhérente entre élections démocratiques et occupation militaire et colonisation : les barrages militaires dans Jérusalem Est occupé ont bloqué le libre accès aux bureaux de vote dans les faubourgs de la ville, tandis que les électeurs en ville devaient passer par une procédure pesante pour mettre leur bulletin dans des postes israéliennes entourées par la sécurité et la police des frontières israéliennes. Aussi la participation à Jérusalem a-t-elle été basse (41%). Quelque 2/3 (6 millions) des Palestiniens vivent en exil et leur droit à participer est nié par les accords d'Oslo. Les Palestiniens n'ont pas élu leurs représentants à un parlement et au gouvernement d'un Etat indépendant, mais à une Autorité Palestinienne, aux pouvoirs très limités sur de petites parties des TPO.

Les Palestiniens ont choisi leurs représentants aux 132 sièges du parlement des TPO en déposant deux bulletins, un pour une liste partisane couvrant tout le pays (66 sièges), l'autre pour des candidats individuels à l'échelle du district (66 sièges).

Même si une forte représentation du Hamas était attendue à ces élections, la victoire éclatante a été une surprise pour tous. En temps normal, le Hamas a le soutien stable d'environ 1/3 de la population palestinienne des TPO, et personne - ni les électeurs Palestiniens, les sondeurs, les analystes locaux ou internationaux, ni le renseignement israélien, ni même le Hamas - n'avaient prévu que la liste nationale « Réforme et Changement » et les candidats locaux du Hamas pris ensemble emporteraient 75 des 132 sièges du nouveau parlement palestinien. Il reste au Fatah 44 sièges, les forces laïques et démocratiques, qui avaient formées quatre listes séparées ont ensemble 9 sièges, et 4 sièges vont à

des candidats indépendants, pour la plupart soutenus aussi par le Hamas.

Qu'est-ce qui a fait choisir le Hamas par les Palestiniens lors de ces deuxièmes élections au PLC ? La réponse est à la fois intérieure et extérieure. Le principal facteur interne, c'est la lassitude générale et le dégoût pour la direction politique palestinienne du Fatah qui - en tant qu'Autorité Palestinienne - a dirigé la vie politique palestinienne depuis les accords d'Oslo de 1993. Le vote pour le Hamas est un vote pour le changement, pour la fin d'une situation où le manque de bonne gouvernance et de dévouement au service public, les querelles internes, la corruption et l'arrogance des dirigeants a produit une situation en détérioration constante. Et le Hamas a un bilan établi, lorsqu'il est élu aux municipalités et aux conseils locaux, de servir la communauté de façon plus crédible, impartiale, et opiniâtre que la vieille garde des notables et des directions communales affiliées au Fatah.

En plus, le vote palestinien pour le Hamas est un vote contre l'Autorité Palestinienne sous direction du Fatah, dont l'engagement pour les droits et principes fondamentaux de la lutte nationale palestinienne est largement mis en doute. L'Autorité Palestinienne est devenue à la fois la prisonnière et l'interlocutrice indispensable d'une diplomatie interminable, dont le but est de masquer le fait que rien n'est fait pour apporter une paix juste et durable, et elle a failli dans l'action contre ceux qui, dans ses propres rangs, sabotent publiquement le consensus national et la lutte pour se libérer de l'occupation, pour le droit au retour des réfugiés et pour l'autodétermination. Ainsi, aucun des candidats du Fatah connus pour leur corruption ou pour leur engagement dans l'initiative de Genève, n'a été élu au niveau local, alors que 45 des 66 sièges [locaux] sont allés à des personnes respectées affiliées au Hamas. Les Palestiniens ont voté pour la fin de ce statu quo, et pour une nouvelle direction qui mènera la lutte palestinienne de façon claire et déterminée.

Finalement, le vote palestinien pour le Hamas est un message à Israël et à la communauté internationale. C'est un vote contre les manœuvres extérieures pour

fixer les règles de la démocratie palestinienne, un signal de protestation contre l'interférence massive dans le processus électoral par les gouvernements occidentaux et l'Union Européenne, qui ont menacé de retirer l'aide économique et le soutien politique si le Hamas joignait l'Autorité Palestinienne. C'est un message à la communauté internationale, en particulier au 'Quartet', pour dire que les Palestiniens n'acceptent plus la façon d'aborder la paix qui soutient que la 'réforme' palestinienne est le moyen de résoudre le conflit, plutôt que la fin de l'occupation israélienne et de la colonisation. C'est un appel à mettre fin à l'impunité d'Israël et à respecter et appliquer les droits palestiniens selon la loi internationale.

Dans l'immédiat, le Hamas est au grand défi de trouver les moyens de gérer la succession, et de répondre aux attentes publiques multiples venant de sa victoire et de son nouveau rôle dirigeant. On a qualifié correctement le vote palestinien de séisme politique, ou de tsunami, qui pose des défis gigantesques au corps politique palestinien, y compris les forces laïques de la gauche palestinienne.

Mais la balle est dans le camp de la communauté internationale - diplomates, gouvernements et société civile - qui devront montrer s'ils sont capables et décidés à écouter et à répondre à l'appel palestinien, au changement vers la bonne gouvernance, et à une position ferme dans la lutte pour la liberté, la justice et la paix.

Traduction : Jean Pierre B.

BADIL Resource Center for Palestinian Residency and Refugee Rights - 27 janvier 2006 <http://www.badil.org/Publications/P...>

AGENDA

À Bruxelles : Mardi 21 février à l'Espace Delvaux rue Gratès 3 (place Keym) à 1170 Bruxelles

Le groupe citoyen "Pas ce Mur", l'Association Belgo-Palestinienne, les Amis du Monde Diplomatique (WB), Croiseregard asbl, le groupe Solidarité internationale écolo WB, La Vénérie et l'Union des Progressistes Juifs de Belgique (UPJB) avec l'aide du Service de la Diffusion de la Communauté Française

vous invitent à une création du « Théâtre du Public »

« Terres promises »

1948 : création de l'état d'Israël. Comme presque toute la population palestinienne de Haïfa, Saïd et Safia sont forcés militairement par les Juifs et les Anglais, de quitter la ville et la Palestine. Dans la panique, ils laissent derrière eux, leur fils Khaldoun âgé de quelques mois. Au lendemain de la guerre de 1967, Saïd et Safia reviennent à Haïfa. Ils découvrent alors que leur ancienne maison est occupée par une juive d'origine polonaise dont les parents ont péri dans un camp de concentration nazi...

Tirée de la nouvelle de l'écrivain palestinien Ghassan Kanafani intitulée «Retour à Haïfa», «Terres promises», dont l'action se situe au lendemain de la «Guerre des Six jours» (juin 1967), est un événement exceptionnel à plus d'un titre.

D'abord parce que ce spectacle, pourtant court (une heure), plonge le spectateur au cœur du drame israélo-palestinien : l'exil de 1948 pour les Palestiniens mais aussi celui des Juifs survivants du judéocide ; la confrontation de deux tragédies au travers de la rencontre entre un couple de Palestiniens qui ont perdu un enfant lors de la «Nakba» et une femme juive dont toute la famille a péri à Auschwitz. Interprété avec justesse et conviction, cette pièce réussit la gageure de surprendre, d'émouvoir sans prendre parti, tout en forçant le spectateur à réfléchir.

Ensuite parce qu'il s'agit de « théâtre-action » : la représentation est immédiatement suivie d'une rencontre des spectateurs, non pas avec les comédiens mais avec les personnages de la pièce. Ceux-ci interpellent le public depuis la scène et se font interpellés par celui-ci demeuré à sa place. C'est une expérience étrange qui fait voyager les spectateurs à travers le temps puisque les personnages de «Terres promises» s'adressent à eux «depuis» l'année 1967, obligeant chacun à se décentrer, à se poser de nouvelles questions.

P.A.F : 12 euros - seniors et moins de 26 ans : 10 euros, article 27 : 1,25 euro.

Information : 02/663.85.50 - Réservation : 02/672.14.39 ou www.lavenerie.be

ACTIONS ET ÉVÉNEMENTS SOUTENUS : “ Bienvenue la Palestine ”

publié par l'AFPS national le 20 janvier 2006 <http://www.france-palestine.org/article3010.html>

Du 15 mai au 15 juin 2006, le monde entier dit : " Bienvenue la Palestine ".

Pour la deuxième année consécutive, la Palestine réinvestit les cafés, restaurants et cinémas de Paris et d'ailleurs...

Pour obtenir la fiche de participation, cliquez sur le lien suivant :

http://marhabapalestine.free.fr/article.php3?id_article=10

La campagne " Bienvenue la Palestine " dans sa région durant tout le mois de juin 2005. Chaque soir, pendant trente jours, un café, un restaurant ou un cinéma ont invité les publics à



des soirées culturelles, placées sous le signe de la solidarité avec la Palestine. Films, lectures, expos, conférences, concerts se sont succédés chaque soir dans un café différent.

Des artistes, des cafetiers, des citoyens motivés ou issus de dizaines d'associations, de collectifs et de regroupements informels agissant sous des formes multiples pour voir s'établir une paix juste au Proche-Orient, se sont unis pour cette initiative. Cette manifestation se proposait de montrer les visages d'un peuple et la vitalité d'une société dynamique, plurielle et démocratique, qui résiste aussi par la création et la culture : la Palestine et le peuple palestinien... Elle a connu un grand succès, à l'ampleur presque surprenante. Elle a attiré un public toujours plus nombreux, plus jeune et surtout différent du public habituel des meetings. Son mérite a été d'inviter la Palestine dans les lieux de vie habituels de la population, les cafés, les restaurants...

Ainsi, des Franciliens peu au fait du point de vue palestinien, souvent ignoré ou maltraité dans les médias, ont découvert la situation effarante faite aux Palestiniens qui continuent de subir chaque jour la violence de l'occupation israélienne, alors que le droit international, à travers nombre de résolutions des Nations Unies, à travers un récent arrêt de la Cour Internationale de Justice, à travers les Conventions de Genève, impose que soit mis un terme aux dénis de justice que subit le peuple palestinien.

L'État d'Israël, présenté comme le champion de la démocratie et de la morale, foule au pied le droit international sous le regard bienveillant ou indifférent des grands de ce monde. Comme toute occupation coloniale, celle qu'exerce Israël s'appuie sur la déshumanisation et le déni des Palestiniens. Cette manifestation a montré la richesse, la complexité, la profondeur historique et l'enracinement de leur culture, preuve que, de fait, la nation palestinienne existe.

Des interventions d'étudiants palestiniens, de refuzniks israéliens, de personnalités comme Ilan Halévy, Monique Chemillier-Gendreau, Rony Brauman, Michel Warchavski, Daniel Bensaïd, Denis Sieffert, Eric Hazan... se sont succédés. Des films peu distribués, des expositions de peinture et de photos (Bassel Abou Ahmed, Joss Dray, Tessa Polack, François Cayatte...), la internationales à venir.

adresse mail France : contact@marhaba-palestine.net Site : <http://www.marhaba-palestine.net>

Et nous, dans le Nord Pas de Calais, participerons-nous ?

C'est la question que nous devons nous poser dès maintenant.

Ceux qui ont des possibilités, des connaissances dans le milieu culturel ou dans les cafés (ce sont parfois les mêmes !) :

Merci de le faire savoir à contact@nord-palestine.org

ou en écrivant à notre adresse postale à MNE 23, rue Gosselet - 59000 - LILLE

lecture de poèmes (Maged Bamy, Dominique Devaux, Moa Abaïd, Sapho, Salah Stétié, Khiam Bseiso...), des chants, des concerts (Samir Jubran, Smaoly, Chorale Abalabu, Rabih & Majestic, Raji Sarkis, Salima...), des danses, débats, se sont mêlés et ont rythmé cette manifestation qui a donné aux cafés franciliens, avec la Palestine, un air de liberté, un air de fête.

Du coup, cet événement sera réédité à partir du 15 mai prochain, dans la région parisienne. Dans toute la France, dans le monde entier, des particuliers et des associations ont exprimé le souhait de reprendre cette initiative et de célébrer la fête de la Palestine dans leurs villes et pays respectifs. Ainsi, à partir du 15 mai, la Palestine sera l'hôte du monde !

Quelle manière de signifier à nos gouvernements complaisants ou frileux et aux dirigeants de ce monde que l'opinion internationale soutient les Palestiniens dans leur quête de liberté ! Ainsi, chacun se sentira plus fort dans son action locale, connecté à une vraie chaîne de solidarité internationale, qui rende visible la multitude des initiatives, des solidarités et des luttes...

Nous invitons donc tous ceux qui souhaitent développer cette initiative dans toutes les cités du monde à nous faire part de leurs projets. Chacun peut trouver là où il habite un ou plusieurs cafés, cinémas, lieux de vie... et y produire avec ses propres moyens un événement culturel en invitant un artiste local ou un intervenant de son choix, qu'il prendra à sa charge.

Nous invitons tous ceux et celles qui le veulent à se regrouper en collectifs d'individus et de groupes de solidarité, et à organiser partout ces initiatives, aux mêmes dates (du 15 mai au 15 juin 2006) et autour d'un même label : "BIENVENUE LA PALESTINE !" décliné dans toutes les langues, et avec toutes les diversités d'expressions et de sensibilités, afin que résonne partout la voix de la Palestine ! Nous proposons à tous un outil simple pour nous tenir informés des avancées de ce projet : un site internet qui recensera toutes les initiatives et les ressources disponibles (films, livres, intervenants disponibles, artistes, etc...) : Connectez vous et faites circuler partout cette idée, au niveau local et à toutes les rencontres